



Alors qu'une grande majorité de travailleurs s'oppose au projet, le gouvernement passe en force

RETRAIT du projet **de loi Travail !**

NON au coup de force antidémocratique
avec le 49-3 !

Depuis 2 mois, nous sommes des millions à nous être mobilisés, en signant une pétition, en manifestant, en faisant grève. Cette mobilisation a entraîné des premiers reculs du gouvernement, elle a aussi permis que de nombreux députés reprennent nos critiques et annoncent leur volonté de ne pas voter cette loi travail. Au lieu de retirer son texte pour ouvrir des négociations sur d'autres bases, le gouvernement joue le passage en force, en réprimant les mobilisations et en utilisant le 49-3 pour contourner les débats et le vote de l'assemblée.

En 2006, cela n'avait pas profité au gouvernement contraint face à la mobilisation de retirer le CPE, pourtant adopté par 49-3.

Un gouvernement qui campe sur ses positions et affaiblit les droits des travailleurs :

Aujourd'hui, quand un accord d'entreprise est signé, il ne peut qu'améliorer les dispositions contenues dans l'accord de branche.

Demain, si le projet El Khomri n'est pas retiré, l'accord de branche pourrait déroger au code du travail, et l'accord d'entreprise pourrait déroger à l'accord de branche. Alors, la « loi du patron » dans l'entreprise deviendrait la principale source de droit du travail, permettant de revoir à la baisse toutes les garanties collectives encadrant le contrat de travail (salaires, nombre d'heures, heures supplémentaires, ...).

**Le gouvernement,
minoritaire,
s'obstine.**

70% de la population est contre ce projet.

Les manifestations de salariés et de jeunes se sont multipliées partout en France, atteignant 1,4 million de manifestants pour le retrait.

Dans l'Eure des manifestations ont eu lieu ... Des grèves ont eu lieu le 9 mars, le 31 mars, le 28 avril, bloquant parfois totalement l'activité dans de nombreuses entreprises de différents secteurs

Le gouvernement veut imposer la loi par le 49-3

La Ministre El Khomri déclare : « Faut-il céder à la rue et retirer le projet ? Non ! »

Le premier ministre Valls a annoncé mardi 10 mai l'utilisation du 49-3 qui permet d'imposer une loi sans débat parlementaire et sans vote.

Le gouvernement et le MEDEF, face à la résistance des salariés et des jeunes, envisagent donc une loi adoptée sans vote !

Le mardi 10 mai face à cette annonce, les syndicats CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, UNL et FIDL ont réaffirmé la demande de retrait.

« Plusieurs secteurs professionnels continuent de développer des actions, des grèves (cheminots, routiers, énergie, chimie, construction, aéroport de Paris, etc.), qui sont autant d'éléments d'appui et de dynamiques dans la poursuite, l'amplification et l'élargissement du rapport de force.

A partir de tous ces éléments, les organisations syndicales CGT,

FO, FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse, UNEF, UNL et FIDL invitent leurs structures à organiser des assemblées générales avec les salarié-es pour débattre des modalités d'actions, de la grève et de sa reconduction....

De plus, elles n'écartent aucun type d'initiatives pour les semaines à venir, y compris une manifestation nationale.

Afin de faire valoir leurs propositions elles décident de s'adresser ensemble au Président de la République pour être reçues rapidement. »

**Plus que jamais,
Unité pour le
retrait !**

Dans l'Eure, les Unions Départementales CGT-FO-FSU Solidaires

- **Informent** tous les salariés qu'à partir du **mardi 17 mai**, les salariés routiers seront en grève, puis les cheminots partiront en grève pour défendre leur statut, de même que d'autres professions.
- **Demandent** de multiplier les assemblées générales dans les entreprises et les administrations pour débattre de l'amplification de la mobilisation.
- **Mettent** en discussion auprès de tous les salariés de **saisir la date du mardi 17 mai pour faire grève massivement, pour bloquer l'activité des entreprises et des services au maximum**, pour aller jusqu'au Retrait de la loi y compris en envisageant la reconduction si le gouvernement s'obstine.

Notre mobilisation porte ses fruits, il faut l'amplifier ! Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires de l'Eure appellent l'ensemble des salarié-es, privé-es d'emploi, étudiant-es, lycéen-nes, retraité-es à se mobiliser à nouveau pour empêcher la casse des droits des travailleurs d'aujourd'hui et de demain :

Appel à la grève et à la manifestation interprofessionnelle

Mardi 17 mai

EVREUX 10h00 Bel Ebat